

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

MALOSSE, Henri et Bernard HUCHET. *Unifier la grande Europe*. Bruxelles, Paris, Bruylant-LGDJ, coll. « Axes », n° 25, 2001, 370 p.

par André Dumoulin

*Études internationales*, vol. 33, n° 3, 2002, p. 596-598.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704464ar>

DOI: 10.7202/704464ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

pratiquement laissés pour compte. Après tout, cette division géographique à tous les niveaux est présente au Vietnam depuis des millénaires ; même la réunification nominale du pays en 1976 n'a pu renouer le tissu social maintes fois déchiré.

Ce livre s'avère donc une très bonne introduction à la situation sociale, politique, économique et historique du Vietnam pour le lecteur général, ainsi qu'une référence pratique pour le spécialiste.

Peter CALKINS

*Département d'économie agroalimentaire  
et sciences de la consommation  
Université Laval, Québec*

## EUROPE

### Unifier la grande Europe.

MALLOSSE, Henri et Bernard HUCHET.  
Bruxelles, Paris, Bruylant-LGDJ, coll.  
« Axes », n° 25, 2001, 370 p.

L'objectif premier de cet ouvrage est de poser une dialectique associant l'élargissement de l'Union européenne à sa grandeur dès l'instant où l'accueil de nouveaux membres est une des conditions nécessaires à sa crédibilité comme puissance. Dès l'instant où nous considérons que l'élargissement est un moyen d'exprimer une solidarité historique, il faut stabiliser le continent entier, réduire les nationalismes, aider les démocraties balbutiantes ; en d'autres mots, faire du « réalisme géopolitique ». Comment finalement réussir cet élargissement pour que l'Europe s'impose comme une puissance capable de faire valoir son modèle de civilisation ?

Si le sujet n'est pas nouveau – la littérature spécialisée et les revues sur

la question sont légion à ce propos – l'originalité du petit livre, au-delà de la qualité générale de cette petite collection lancée par cet éditeur prestigieux de la place de Bruxelles, est qu'il permet d'appréhender largement la totalité du spectre du thème retenu. Dans ce champ, l'ouvrage nous livre une série de pistes sur l'idée de grande Europe à partir de propositions touchant le fonctionnement des institutions européennes, en passant par une photographie brillamment rédigée des pays candidats et les grandes questions posées par cet élargissement à venir.

Pour les auteurs qui refusent autant la tentation du repli sécuritaire et des avantages égoïstes que celle d'une précipitation déstructurée et sans méthode, le paysage géopolitique et géostratégique est tel aujourd'hui que l'Union se doit de continuer à s'intégrer et à fédérer autour d'elle la mosaïque d'États à ses marges, permettant finalement de rééquilibrer les relations internationales et « réduire les tentations hégémoniques des États-Unis ».

Après une mise en évidence argumentée de l'homogénéité des groupes indo-européens (latins, celtes, germains et slaves ; avec les spécificités grecques et albanaises autant que les influences juives et tsiganes), Mallosse et Huchet démontrent l'enracinement spatial de tous ces peuples avec les brassages historiques de population majoritairement de cette origine dans la grande Europe. Bref, une unité de culture et de civilisation à travers l'extrême diversité des cultures nationales. Richesse alimentée également par les héritages grecs (pensée moderne), romains (Droit et État fort) et byzantins (synthèse des deux apports péninsulaires), non sans

souligner l'influence déterminante du christianisme en tant que ciment de la civilisation chrétienne sans nécessairement leur « accorder une prééminence ». Il y a bel et bien une histoire européenne avec la convergence des arts et des lettres et le maillage des réseaux (abbayes, universités, presse, marchands, communications, architectures depuis l'ère médiévale), même si le 19<sup>e</sup> et la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle ont sur-dimensionné » les caractères nationaux aux accents belligènes.

Dès l'instant où « ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise », partant du postulat qu'il existe des traits communs alimentés par des spécificités nationales, nous sommes devant une communauté d'intérêts et de destin.

De ce constat, les auteurs poursuivent par une description synthétique mais dense et riche des caractères nationaux et historiques en les replaçant dans le cadre interactif européen, que cela concerne les États fondateurs accueillant sur une durée de quarante ans leurs nouveaux membres lors des différentes phases d'élargissement gigo-gne (1972, 1981, 1984, 1986 et 1995) jusqu'au Quinze d'aujourd'hui ; que cela intègre les dix nouveaux candidats associés au défi européen du début du 3<sup>e</sup> millénaire, y compris les interrogations sur la zone balkanique et les interrogations sur le statut de la Turquie.

Et le message se veut volontariste et optimiste même si les auteurs estiment que l'UE ne peut adopter « une démarche qui consiste simplement à suivre la logique et l'enchaînement des événements » dans une sorte de fuite en avant, de déterminisme sans réflexion politique. Il nous faut donc

dessiner les contours dans un nouveau projet politique pour l'Europe, intégrant les valeurs, le bien-être, la sécurité intérieure et extérieure, le respect des diversités de cultures et de traditions, des droits et des devoirs ; auxquels s'ajouterait l'acquisition d'une véritable conscience européenne, en mettant l'accent sur ce qui les unit, sans rejeter ce qui les différencie. La deuxième patrie prendrait alors corps.

À partir de là, sont posées les grandes questions de l'élargissement : différentiel entre l'esprit des pères fondateurs et les candidats fortement imprégnés de nationalisme (ce qui impose une véritable réconciliation et des coopérations régionales) ; la faiblesse des coopérations culturelles ; perceptions déstabilisatrices que sont les sentiments d'exclusion, de frustration et de jalousie ; la nécessité de disposer de périodes d'adaptation souples sans fermer les portes alors que le rapprochement économique a surtout profité à l'Ouest ; l'effet pervers de la dépendance à bon nombre de subventions européennes souvent contre-productives, confortant à l'assistanat et stimulant la corruption ; la faiblesse de la société civile des pays adhérents.

Outre ces constats, sont précisés les dilemmes de la définition géographique de l'Europe (dont les critères géographiques, culturels, et de droit avec les critères de Copenhague) ; estimant finalement que l'Europe est bien un espace territorialement bien délimité même si la question « du difficile retour de la Russie en Europe restera sans doute une des interrogations fondamentales des années à venir ».

Des limites et des carences présentées, les auteurs proposent pour l'Union européenne aujourd'hui une série de solutions indispensables à une intégration réussie : meilleur équilibre institutionnel, changement de méthode, nouvelle organisation des partis politiques européens, meilleure organisation de la société civile, prise en compte d'une citoyenneté européenne. D'autres difficultés sont relevées dans le champ de l'Euro, de la PESC, du droit au quotidien, de la démographie, des perceptions inquiètes sur la violence, l'homogénéité, l'hégémonie, l'avenir. L'insistance des auteurs sur les notions de nouvelles solidarités et l'assimilation partagée des valeurs fondamentales de l'Europe sont là pour tenter de convaincre d'adopter un volontarisme raisonné dans ce grand enjeu pour l'Europe de demain.

André DUMOULIN

Département de science politique  
Université de Liège, Belgique

## MOYEN-ORIENT

### De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917.

TRIMBUR, Dominique et Ran AARONSOHN  
(dir.). Paris, CNRS Éditions, 2001, 435 p.

Comme son qualificatif le suggère, le Centre de recherche français de Jérusalem, sous le patronage duquel est publié ce volume, fait largement appel à des auteurs francophones, recourant le plus souvent à l'exploitation de sources de langue française. Il en résulte un effacement presque complet des deux interlocuteurs politiques prépondérants de la Palestine contemporaine : le mouvement sioniste

et les précurseurs du nationalisme palestinien.

Aussi bien, le sujet du livre n'est pas cette tranche d'histoire régionale qu'aurait initiée Bonaparte en 1799 et conclue Balfour en 1917, ainsi qu'une lecture hâtive du titre pourrait le donner à penser. Si *la France et l'Europe occidentale* (la Grande-Bretagne, l'Allemagne, plus la Suède) semblent avoir peu rencontré les nationalistes locaux des deux bords, la Palestine leur fut du moins un lieu d'application privilégié de leur politique ottomane, de leurs rivalités stratégiques, et d'un activisme quasiment colonial à connotation plus religieuse et sociale qu'économique.

Les quatre premières contributions de l'ouvrage renvoient à l'histoire diplomatique du 19<sup>e</sup> siècle. La Palestine cesse de n'être qu'un lieu de pèlerinage pour les dévots. L'expédition de Bonaparte et plus encore l'occupation égyptienne d'Ibrahim pacha (1831-1840) en ont fait un enjeu. Comme le souligne intelligemment Roger Heacock en recourant au concept de *guerre anticipée*, la Guerre de Crimée (1854-1855) annonce la fin prochaine de l'Empire ottoman et l'autonomisation du fait palestinien. Cette dernière ne contribuera pas peu à dépouiller le « protectorat catholique français » (p. 23) de toute réalité et, aujourd'hui encore à faire ressortir le caractère artificiel du statut des Lieux-Saints (chrétiens) hérité des accords de Mytilène (1901) et de Constantinople (1913). C'est également hors référence à toute société civile qu'évoluent les services « spéciaux » prêts à se faire la guerre mais prompts à coopérer si des clandestins qu'on appelleraient aujourd'hui terroristes menacent le bon ordre diplomatique. Ainsi fut-ce